



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8450>

Éditorial

Dossier spécial Droit de manifester

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2018 - Journal des Alternatives. Vol.9 - No.07, juillet 2018 -

Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

L'opposition au G7 les 7-9 juin derniers, tant à La Malbaie qu'à Québec, a été le lieu de dérives quant au respect du droit de manifester et un recul de libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression et de rassemblement, mises à mal du fait de la sécurisation démesurée et une présence excessive et non nécessaire de forces policières.

Rappelons que depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, la manifestation de sommet (« summit protest ») est un type de mobilisation qui a été mis en pratique et a connu certains moments forts. On n'a qu'à penser au succès de la perturbation du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (1999). Par la suite, ces grands sommets se sont souvent tenus dans des lieux éloignés des grands centres urbains, endiguant l'expression de la dissidence en raison de stratégies d'hypersécurisation. En réponse, les manifestant.es de sommet partagent un répertoire d'initiatives visant à dénoncer l'illégitimité des décisions des plus riches de la planète et attirer l'attention par un contre-discours sur des enjeux tels que les inégalités économiques et sociales, les inégalités entre les femmes et les hommes et l'environnement. Ces manifestations impliquent une convergence de groupes, de revendications et de tactiques.

En amont des sommets, il est courant que les autorités invoquent « l'ordre public » pour justifier la prise de mesures préventives, mesures de sécurité « exceptionnelles », en réponse à un danger abstrait. Et c'est ce que l'on a vu au sommet du G7 de La Malbaie. Bien des efforts ont été mis en place pour viser le mouvement d'opposition avant même qu'il ne puisse manifester. Les médias ont joué le rôle d'amplificateurs par une couverture centrée sur la question de la menace et en suggérant que des manifestant.es pourraient participer à des violences, alors qu'il n'existait aucune preuve le démontrant. Cette campagne de peur, et le phénomène d'écho qui l'entoure, permet de justifier des coûts de plusieurs centaines de millions reliés au contrôle des manifestations.

C'est une tendance à dimension internationale, et pas seulement autour du mouvement altermondialiste, partout est réduit le droit d'occupation de l'espace public, de plus en plus militarisé, privatisé et lieu de pratiques d'exclusions. Les exemples ne manquent pas : la judiciarisation, l'utilisation de l'argument d'une menace à la sécurité où l'état d'exception fait ses lois, intimidation et policarisation sont autant d'éléments qui grugent le droit de manifester. Poussant la logique à son extrême, une « zone de libre expression » a été aménagée à La Malbaie, et ce qui a eu lieu effectivement, c'est une liberté dont le sens se dilue. Un espace clôturé surmonté de caméras, ni plus ni moins qu'un enclos, lieu de surveillance et de fichage. Un dispositif de contrôle social, à l'opposé d'une affirmation véritable et de l'exercice légitime de droits politiques.

Face à ces restrictions de droits fondamentaux, et à partir de l'expérience récente du sommet du G7, quel est l'état actuel de la liberté de manifestation ? C'est à cette question que ce dossier spécial du Journal des Alternatives tente de répondre.

Les autrices et auteurs invité.es à participer à ce dossier offrent une plateforme critique pour tantôt interroger l'absurde que prend la négation du caractère antagoniste du politique, tantôt éclairer les conditions actuelles de l'exercice démocratique alors que cirque médiatique et répressif sévissent. Les contributions explorent aussi les limites qui empêchent la manifestation d'atteindre son plein potentiel et proposent aussi de mettre en lumière les critiques, tensions entre individus et collectifs et contradictions intrinsèques à nos mobilisations.

Nous remercions toutes celles et ceux ayant généreusement répondu à notre appel et contribué à ce dossier.

Bonne lecture !